Le réflexe égalité

www.infofemmes.com

FNCIDFF

Fédération nationale des CIDFF

FR-CIDFF

Fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles

Normandie

CIDFF

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles

Eure

Activité 2019

Assemblée Générale

Mardi 22 Septembre 2020

CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Eure

Assemblée Générale

22 Septembre 2020

SOMMAIRE

01 Rapport moral

02 Présentation de la structure et rapport d'activité

03 Rapport financier

04 Election du Conseil d'Administration

05 Questions diverses

06 Clôture de l'Assemblée Générale

07 Annexes : Photos et statistiques sur 2019

01 Rapport moral de la présidente

C’est avec grand plaisir que je déclare ouverte cette assemblée générale 2020 du CIDFF de l’Eure, et vous présente le rapport moral de l’année 2019.
En premier lieu, je tiens à exprimer mes chaleureux remerciements à toute l’équipe du CIDFF pour, une nouvelle fois, la qualité du travail qui a été réalisé et dont vous trouverez le détail dans le rapport d’activité. Encore une année bien chargée pour chacun des membres de l’équipe, et pour son directeur. Une année où chacun a su faire preuve, encore une fois, de solidarité, montrer son attachement aux valeurs de l’association, et où l’équipe s’est pleinement impliquée dans le montage des projets.

Au-delà de notre activité quotidienne riche et intense, c’est l’occasion pour moi de partager avec vous tous les événements qui ont jalonné l’année 2019. Ils sont le fruit de la dynamique insufflée en 2018 avec le soutien de nos partenaires locaux, départementaux, régionaux et nationaux. En voici les principaux :
Le 8 mars, Journée Internationale des droits des femmes, en partenariat avec France Terre d’Asile, le CIDFF est intervenu sur le thème des « violences conjugales et la place des femmes étrangères ». Deux interventions le même jour ont eu lieu au Centre Social Simone Veil de Vernon sur « les représentations sexistes dans la société » et « les métiers ont-ils un sexe ? ». Nous avons également participé à la manifestation organisée par la Maison de justice et du droit de Pont Audemer, lieu d’information pour tous, où des professionnels accompagnent les victimes.

Le 12 mars Sandrine, Mirella, Sylvie, Sandra, Florence et Justine, usagers du CIDFF, ont participé à la table ronde organisée par le conseil d’administration dans le cadre du « Grand Débat National « avec la participation d’un membre de Conseil Économique Social et Environnemental de la Région Normandie (CESER) . A l’issu de ces témoignages sincères et ces échanges, une synthèse a été adressée à M.Schiappa secrétaire d’État à l’égalité entre les femmes et les hommes et au CESER.
Début septembre, nous nous sommes pleinement investis dans le **Grenelle des violences conjugales** initié par Marlène Schiappa. Nous avons pu apporter notre témoignage sur France 3 Normandie en présence des services de l’État, et répondre aux questions posées. Nous nous sommes également mobilisés pour être présents dans les différents groupes de travail mis en place sur le département par l’État afin d'être force de propositions. Dans ce cadre, la Fédération Régionale CIDFF de Normandie, reconnue comme « expert » en la matière, s’est vu confier une mission de formation auprès de la Police, des Lycées, etc. via un Fonds dédié dit « Fonds Catherine ».

Le 23 septembre nous avons inauguré avec la Fondation Orange la mise en place de la Maison Digitale de l'Eure pour rendre les femmes davantage autonomes grâce au numérique. Ainsi, la Fondation Orange s'est engagée pour que les femmes en difficulté bénéficient d'une formation numérique au plus près de leurs besoins et a soutenu le CIDFF à travers l'achat d'équipements numériques. En France, ces Maisons Digitales sont au nombre de 48.
Le mois de novembre fut pour nous l’occasion d’intervenir dans plusieurs manifestations organisées sur le département à l’occasion de la journée internationale pour l’élimination de la violence à l’égard des femmes du 25 novembre. Ainsi en partenariat avec l’association Jeunesse et vie nous sommes intervenus auprès de 7 classes de 4ième sur le sexisme, au sein de l’association ALFA sur les violences conjugales, et à la mission locale de Vernon.

01 Rapport moral de la présidente (Suite)

Le Département engagé sur cette thématique a proposé le 25 novembre la diffusion d'un bouleversant court métrage « Impardonnable » suivie d'une conférence-débat animée par Férial Houheche, psychologue clinicienne, victimologue et Romain Cocheteux, juriste du CIDFF. Le Tribunal de Grande Instance et le CDAD ont organisé le 25 novembre « les rencontres de l'accès au droit » au CADRAN Evreux auquel Khalissa Loumani, juriste du CIDFF, a contribué dans le cadre d'une table ronde sur « le dispositif de protection de la victime en matière civile ».

Concernant les instances auxquelles nous sommes liés à savoir la Fédération Nationale CIDFF (FNcidff), la FRcidff et le CESER, des chantiers d'envergure se sont fait jour.
Représentante de la FRcidff au sein du CESER, membre de la commission développement économique, j'ai participé au groupe de travail (comité d'étude) sur la question de l'entrepreneuriat des femmes partant du constat qu'en Normandie tout comme en France, l'entrepreneuriat est majoritairement une affaire d'hommes. Mais, face à la difficulté de caractérisation de la situation en région, le comité d'étude a, entre autres, auditionné des femmes cheffes d'entreprise normandes aux expériences variées, et a également diffusé un questionnaire en septembre-octobre auprès de réseaux de femmes entrepreneures. L'étude qui découlera de ces travaux formulera des propositions étayées pour infléchir le constat initial : l'entrepreneuriat, une affaire d'hommes (parution juin 2020).

La FRcidff chargée d'animer le réseau des CIDFF normands a ,pour sa part, multiplié des rencontres partenariales pour asseoir ses organisations dans la perspective, entre autres, de mutualiser des outils, de créer un site dédié, etc. Elle a également activement participé au chantier porté par la FNcidff sur la construction d'outils Gestion des Ressources Humaines (GRH) : grille salarial, fiche de poste, etc.(parution 2020).
la FNcidff a acté lors de son Assemblée générale de juin la mise en place d'un nouveau logiciel\statistiques nationales qui sera opérant en janvier 2020. Ce logiciel fait apparaître des nouveaux indicateurs qui nous permettront d'affiner, entre autres, notre connaissance du public accueilli et de ses besoins.

Les perspectives :
Il est principalement à noter que malgré la crise sanitaire liée à la COVID19, notre activité s'est maintenue voire s'est développée avec, entres autres, la mise en place de « lieu éphémère violences faites aux femmes». Et ce contexte paradoxalement nous a également ouvert la voie vers l'utilisation du numérique : sujet régulièrement questionné.
Par ailleurs, notre investissement constant dans l'accompagnement individuel et collectif des femmes vers l'emploi, porte aujourd'hui ses fruits. Ainsi nos partenariats avec le Conseil général de l'Eure et Pôle emploi se sont renforcés, et se traduisent aujourd'hui par un développement substantiel de notre Pôle insertion.

02 Présentation de la structure et rapport d'activité

A. Présentation de la structure et de son réseau

Le CIDFF de l'Eure exerce une **mission d'intérêt général** confiée par l'Etat.
Il est **membre d'un réseau** de 106 CIDFF en France, coordonné par la Fédération Nationale des CIDFF.

Ses agréments :

Agrément CIDFF délivré par le ministère des familles de l'enfance des droits des femmes pour 3 ans, renouvelable, du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2021

Agrément organisme de formation délivré par la DIRECCTE en date du 28/02/2019

Agrément délivré par l'Education Nationale obtenu le 27/05/15

Son **objectif principal** est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ses domaines d'intervention Sont pluriels:

- Accès aux droits
- Parentalité
- Education et citoyenneté
- Lutte contre les violences
- Emploi et Formation
- Formation en direction des professionnel-le-s.

Une équipe de salarié-e-s assure le fonctionnement

M. Romain COCHETEUX, Juriste et Formateur juridique

M. Patrick CROZET, Juriste, Conseiller en insertion socio professionnelle et Formateur juridique

Mme Khalissa LOUMANI, Juriste et Formatrice juridique

Mme Nadège UWITONZE, Conseillère en insertion socioprofessionnelle jusqu'au 6 décembre 2019

Mme Justine BIZET, Conseillère en insertion socioprofessionnelle

Mme Mirella GASCHET OJEDA, Secrétaire comptable, Animatrice d'accueil jusqu'au 10 novembre 2019

Mr Julien TEMPERTON, Conseiller en Insertion Professionnelle depuis le 19 Août 2019

Mme Dany TEMPERTON, Conseillère en Insertion Professionnelle depuis le 14 janvier 2019

Mr Hubert MATTIA, Directeur

Il est piloté par un Conseil d'Administration
dont la composition est la suivante :

Mme Marie-Christine Vanhems, **Présidente**

Mme Claudine Couvrat, **Vice-Présidente**

Mme Marie-Christine Ménard Chevalier, **Vice-présidente**

Mr Joël Contreras, **Trésorier**

Mme Berthe Duguey, **Trésorière adjointe**

Mr François Rey, **secrétaire**

M. Odile Bordier, **secrétaire adjointe**

Mme Lydia Thibedore, **membre**

Mme Magali Descoins-Orsati, **membre**

Mme Maryline Niaux, **membre**

Et des membres de droit :

Mme Annie Guilberteau,

Directrice générale de la FN-CIDFF

Mme Marie-Christine Ménard Chevalier,

Présidente de la FR-CIDFF

Et d'un membre associé :

Président de AL2E

Le personnel a bénéficié de formations continues

Soutenir le Développement de la Confiance en Soi

P,CROZET

Proche Aidant-e-s: Les Informer Pour Les Aider

N,UWITONZE

Le Groupe de parole, Levier d'Empowerment et outil d'intervention

R,CROCHETEUX

Etre Salariée d'un CIDFF

N. UWITONZE

L'Accompagnement Des Femmes Victimes de Violences Tout au Long de la Procédure Pénale

K,LOUMANI

Etre Salariée D'Un CIDFF

J,BIZET

Faire Face aux Cyberviolences Conjugales

D,TEMPERTON

FORMATION Massage Assis

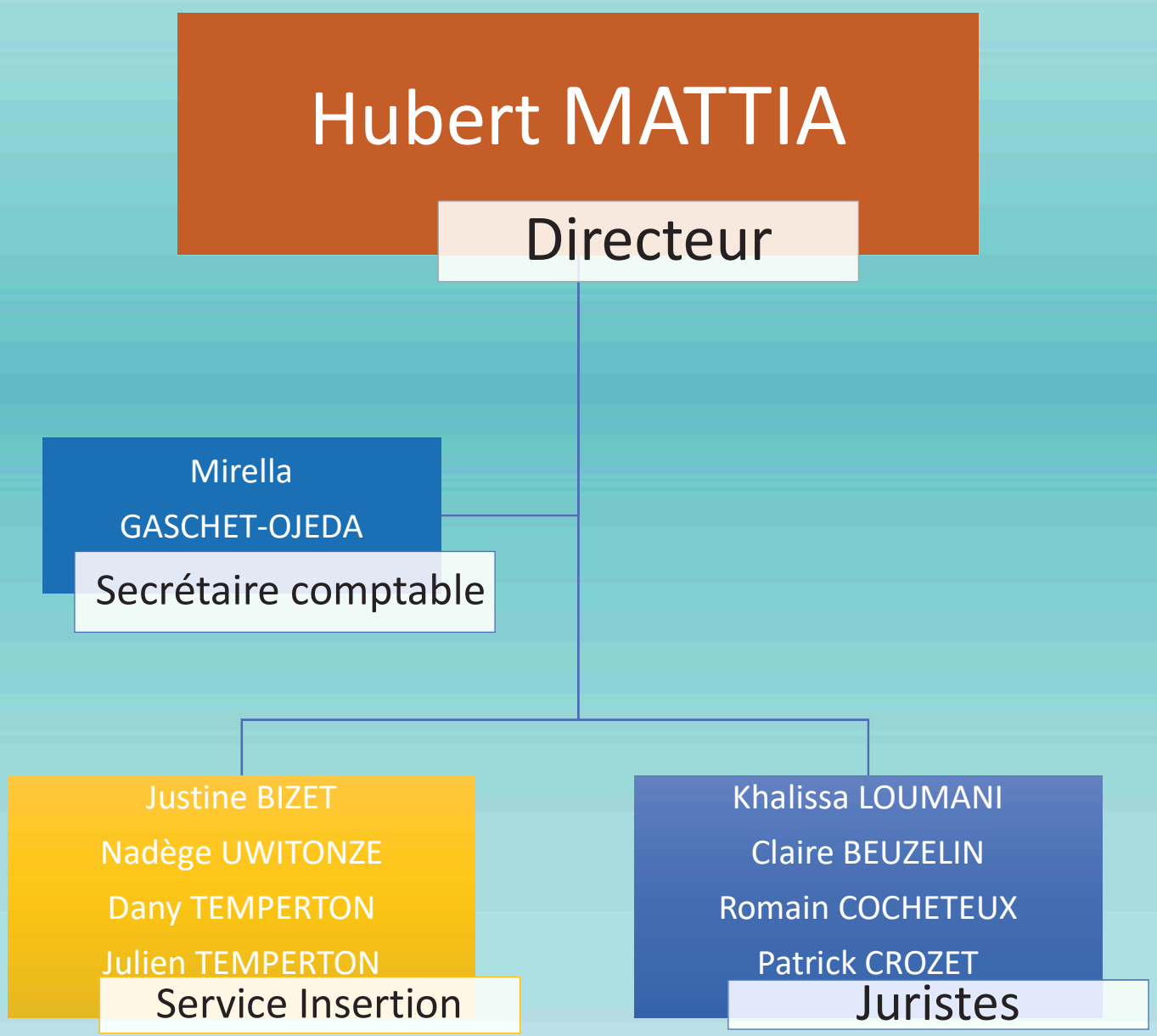
M,GASCHET-OJEDA

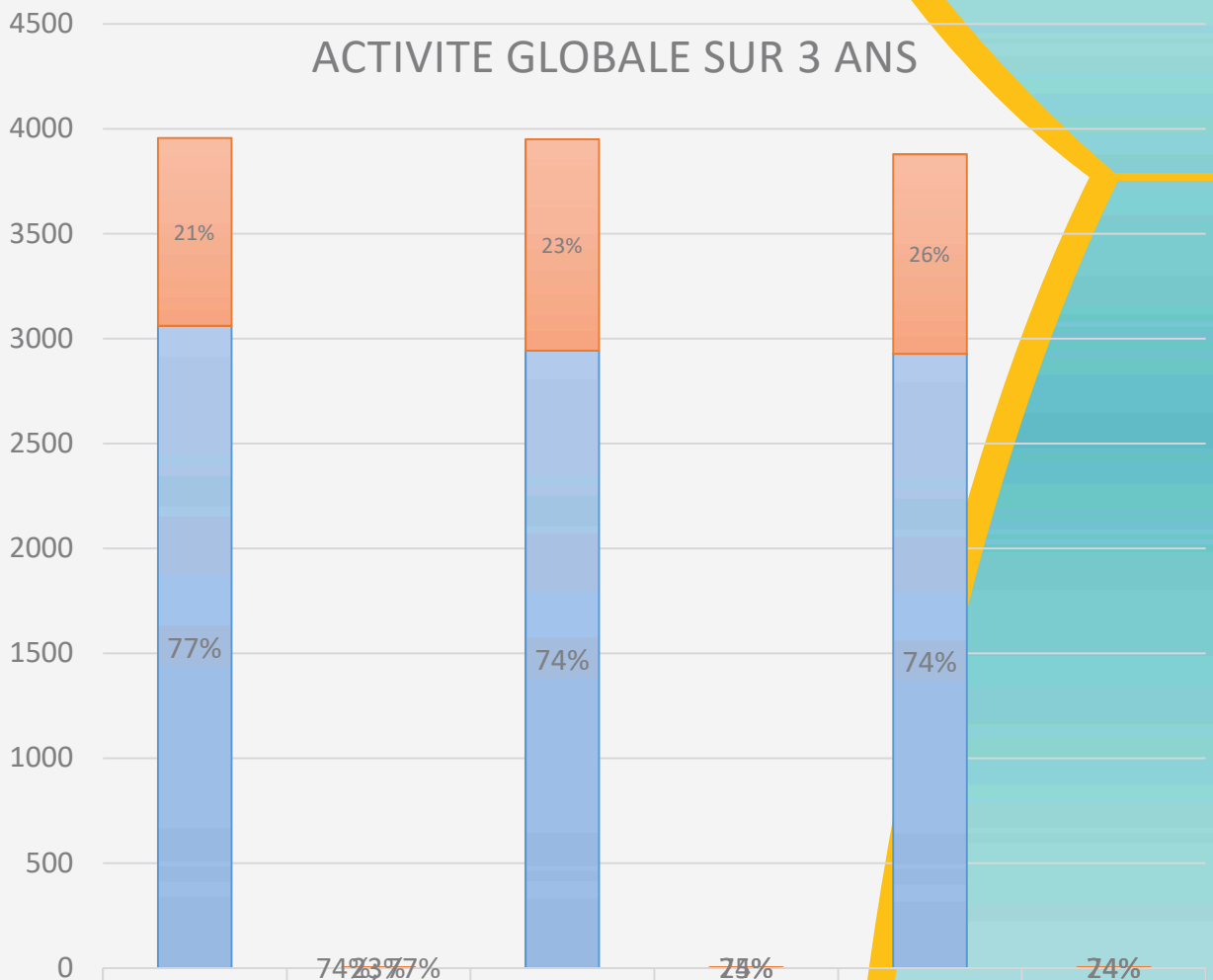
MISSIONS

- Information sur les droits des femmes et des familles
- Lutte contre les violences faites aux femmes et aux hommes
- Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes

ACTIONS

- Accueil, écoute, information, orientation
- Aide à l'insertion sociale et professionnelle
- Prévention en milieu scolaire et professionnel
- Formation

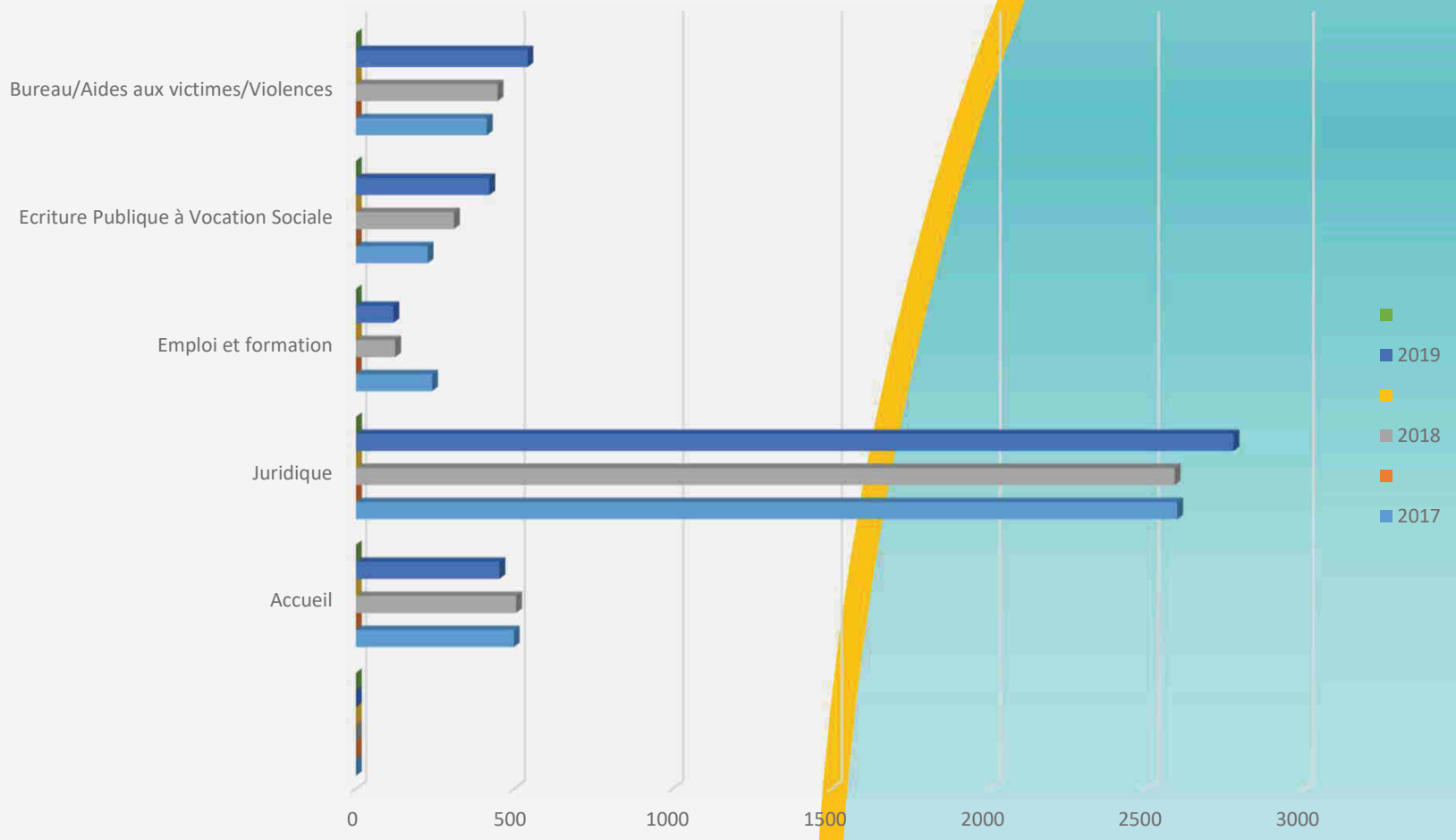

Hubert MATTIA
Directeur
Mirella
GASCHET-OJEDA
Secrétaire comptable
Justine BIZET
Nadège UWITONZE
Dany TEMPERTON
Julien TEMPERTON
Service Insertion
Khalissa LOUMANI
Claire BEUZELIN
Romain COCHETEUX
Patrick CROZET
Juristes



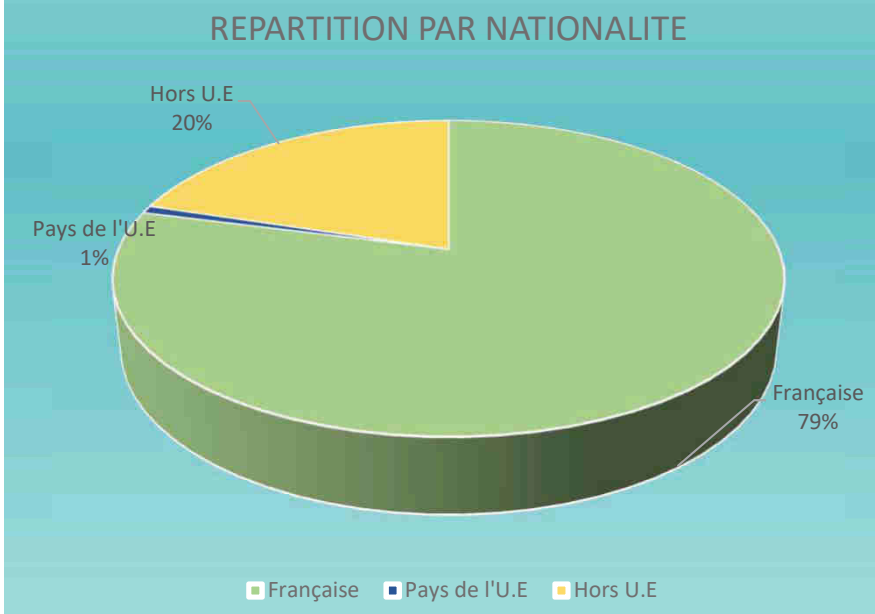
	2017		2018		2019	
Hommes	895	23%	1008	25%	951	24%
Femmes	3061	77%	2943	74%	2928	74%

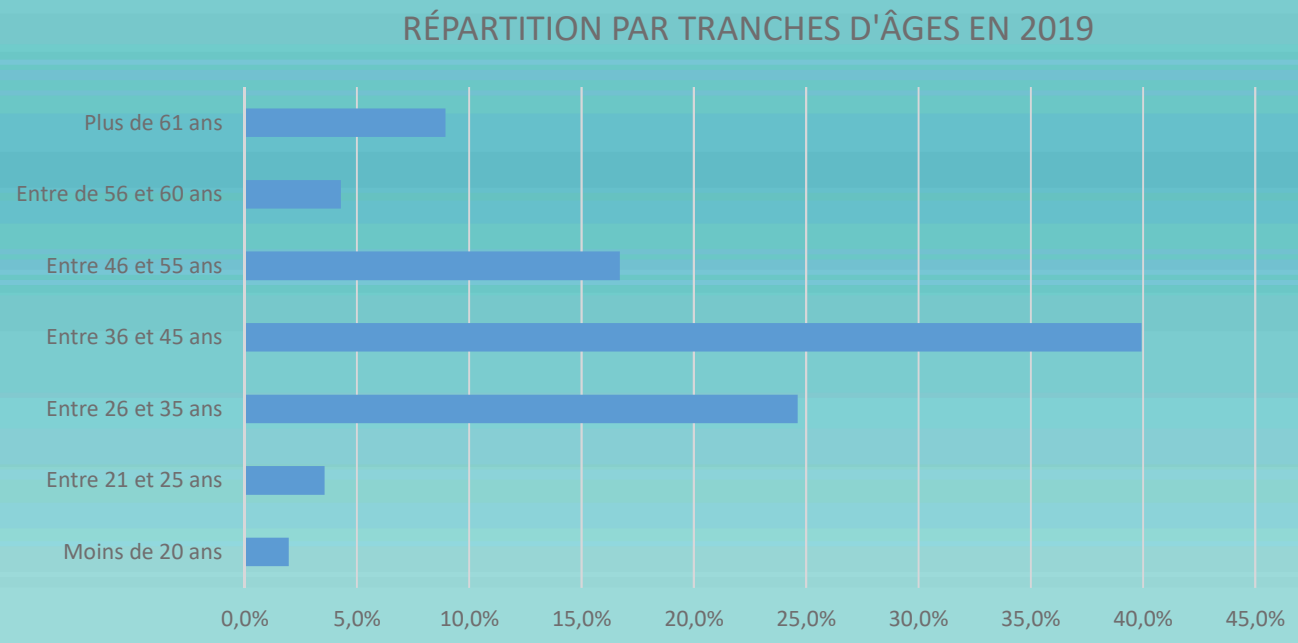
On peut constater par rapport aux années précédentes une certaine stabilité tant au niveau du nombre total de personnes reçuees, que sur la repartition hommes-femmes

RÉPARTITION DU PUBLIC PAR ACTIVITÉ

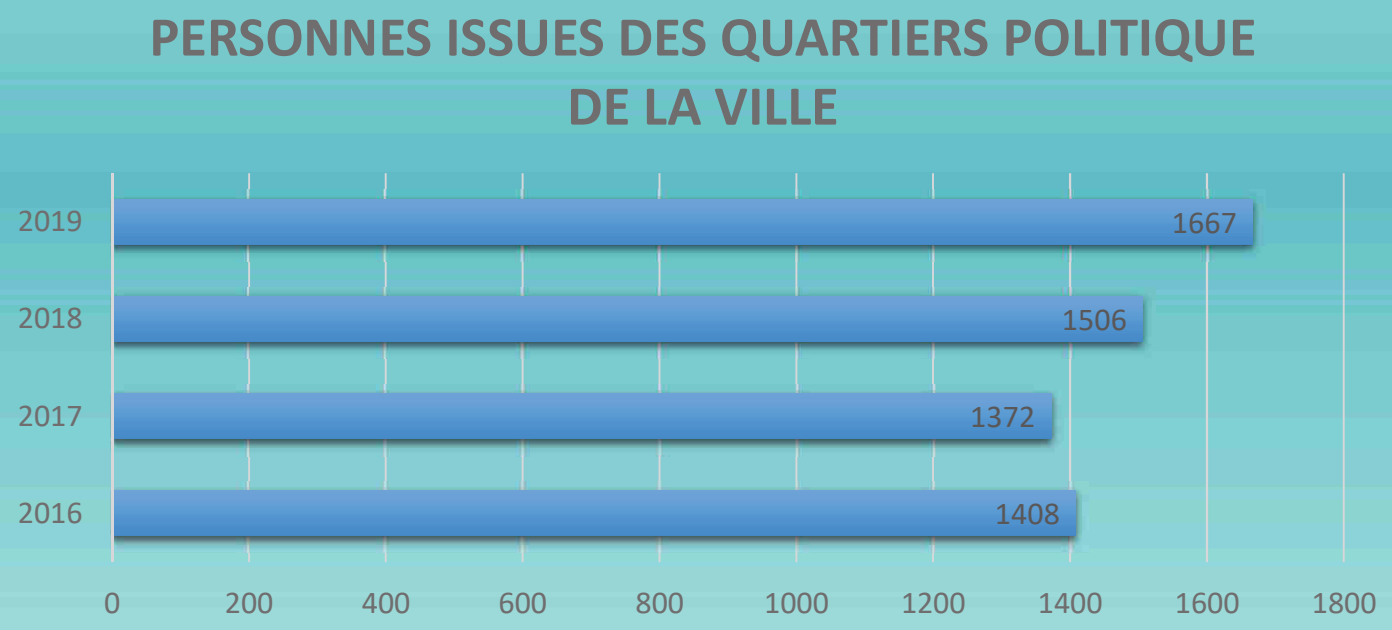


TYPOLOGIE DES BENEFICIAIRES





TYPOLOGIE DES BENEFICIAIRES



LIEUX D'INTERVENTION

VERNON

4 lieux d'intervention

EVREUX

5 lieux d'intervention

NBRE DE PERSONNES REÇUES

3882

SECTEUR ACCUEIL

- Accueil, écoute
- Orientation

SECTEUR INSERTION

- Bénéficiaires RSA
- Ecrivain public
- Toutesport

SECTEUR JURIDIQUE

- Individuel
- Collectif
  - *Prévention*
  - *Parentalité*

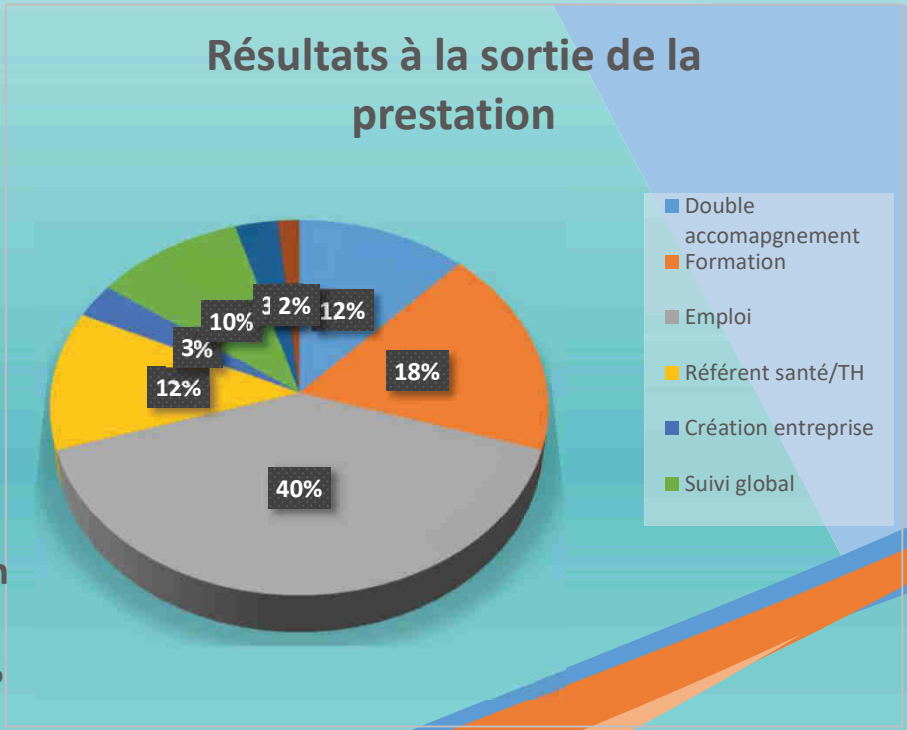
L’insertion :
2 actions : le BRSA et Pôle Emploi

L’année 2019 a débuté par des changements de professionnels intervenus sur ce pôle d’activité. Nadège UWITONZE (congés maternité) a été remplacée par Julien TEMPERTON, en complément de Justine BIZET et de Patrick Crozet.
Dany TEMPERTON a été recrutée dans le cadre d’un projet d’accompagnement de 80 bénéficiaires Pôle Emploi. Cela nous a permis de mettre en place de nouveaux ateliers en complément de ceux existants.

L’objectif était alors de poursuivre les accompagnements commencés par les conseillères précédentes, tant sur le plan individuel que collectif, de comprendre les problématiques du public reçu pour proposer un accompagnement dans la continuité tout en proposant des actions novatrices pour les personnes suivies depuis plus longtemps.
Chaque bénéficiaire RSA qui nous est orienté par le département est rencontré à minima une fois par mois de manière individuelle.
En fonction de leurs situations, il leur est proposé de participer à des ateliers collectifs comme la marche hebdomadaire, les cafés des parents, les sorties parents enfants durant les vacances scolaires, etc.
Dans le cadre des collectifs, nous traitons principalement l’isolement et la création de lien social.
En individuel, nous nous attardons sur la situation de la personne, ses freins à la reprise d’emploi comme la garde d’enfant, l’endettement, le logement, la mobilité, etc. En 2018 nous avions mis en place, en partenariat avec le Conseil Département, une action intitulée « Envole toi », qui avait pour but la reprise de confiance et la facilité d’expression. Cette action s’est poursuivie en 2019, sur la volonté du groupe, qui souhaitait approfondir son expression devant les autres en utilisant le support du théâtre.
.

ACTION PÔLE EMPLOI

Nous avons accompagné 80 personnes au titre de l'action Pôle emploi dont 40% en emploi , 18 % formation,12 % par un accompagnement santé, 3 % pour une création d'entreprise



Nous avons accompagné 144 personnes au titre de la convention des BRSA dont 65 qui ont quitté notre accompagnement pour des raisons diverses :

- 10 ont été réorienté vers les services sociaux (grossesses, problématique expulsion…),
- 7 sont en recherche d'emploi actives ou création d'entreprise
- 18 sont entrés en formation qualifiante (agent de restauration, IFSI, agent de propreté)
- 9 ont été réorienté vers un accompagnement intensif et collectifs vers l'emploi
- 8 ont intégré directement un emploi (cdd + 6 mois ou CDI)
- 13 ont quitté notre accompagnement suite à une sanction (absence de mobilisation), en raison de l'activité salariée de leur conjoint, suite à un déménagement ou accès un autre dispositif (AAH, ARE, etc.).

ECRIVAIN PUBLIC À VOCATION SOCIALE

Depuis 2017, des permanences d'Ecriture Publique à Vocation Sociale (EPVS) sont proposées à Evreux, par le CIDFF, aux habitants des quartiers de La Madeleine et Nétreville. En 2019, elles ont été assurées par Justine BIZET et Patrick CROZET.

Elles ont se sont déroulées à l'ex-Relais des services publics (devenu aujourd'hui Maison France Service) à raison de deux demi-journées hebdomadaires et à la Maison de Quartier de Nétreville un après-midi par semaine.

Notre action cible en priorité le public en difficulté, quant à la réalisation des démarches administratives. Sont concernées des personnes confrontées à des problématiques linguistiques ou de compréhension, à l'analphabétisme ou l'illettrisme, un handicap ou problème de santé, un isolement social ou familial, la précarité, la méconnaissance des droits, etc.

La finalité des entretiens est non seulement l'accomplissement de la démarche au bénéfice de la personne, mais également sa réalisation avec la personne. Il importe que le bénéficiaire soit impliqué dans son accomplissement. En perspective, il s'agit davantage de « *faire avec* » la personne, que de « *faire pour* » celle-ci. L'apprentissage en résultant participe à cet objectif d'autonomie, permettant ainsi au public de s'affranchir du besoin d'aide extérieure, en perspective de ses démarches futures.

Au demeurant, lors des rendez-vous, nous sommes amenés à réaliser avec le public des courriers ou courriels à l'attention d'administrations (Préfecture, organismes de protection sociale, tribunaux, etc.) ou de professionnels (ex. commerces dans le cadre de litiges de consommation, notamment les litiges de téléphonie ou d'énergie), des appels téléphoniques auprès des institutions, la constitution de dossiers (ex. demande MDPH), la recherche d'informations…

Nous bénéficions également d'un solide réseau partenarial local, à la fois institutionnel et associatif, avec lequel nous collaborons, afin faciliter la levée des obstacles auxquels les personnes sont confrontées ou favoriser l'avancée des démarches administratives entreprises.

Nos entretiens durent en moyenne 45 minutes. Cependant, dans les situations complexes ou l'hypothèse d'une pluralité de difficultés rencontrées, nous sommes amenés à accompagner et assurer le suivi des personnes concernées.

Nos services sont désormais repérés et identifiés par les professionnels et le public. Dans le cadre de ce constant développement de l'EPVS depuis 3 années, le nombre personnes que nous avons reçues en 2019, s'est élevé à : 421.

LES RENDEZ-VOUS JURIDIQUES

Nos trois juristes interviennent dans le cadre de permanences juridiques réparties sur l'ensemble du territoire de l'Eure. Ces dernières ont lieu dans une diversité de structures de proximité afin d'accueillir les eurois, quels que soient leurs lieux d'habitation. Des locaux sont ainsi mis à notre disposition au sein des Maisons de la Justice et du Droit, des Points d'Accès au Droit, des Maisons France Service, des centre sociaux, mairies, etc. Nous assurons également des entretiens juridiques à notre siège situé à Evreux.

En 2019, sur les 26 lieux de permanence juridiques, nous avons informé **2773** personnes, soit une augmentation par rapport aux 2583 dénombrés en 2018. Nos services ne sont pas payants pour le public. Ils sont confidentiels. Notre mission consiste à assurer l'information juridique de la personne, à savoir : lui expliquer ses droits, indiquer les procédures correspondantes, les professionnels à contacter, vérifier le contenu des requêtes adressées au tribunal, voire suivre l'avancée des démarches engagées en cas de nécessité ou dans les situations plus complexes.
La durée des entretiens est en moyenne de 30 minutes, à l'exception des situations de violences intrafamiliales pour lesquelles 1 heure est prévue. Dans ces situations, il est nécessaire de consacrer davantage de temps à l'écoute du vécu et du ressenti de la victime.

Les thématiques abordées lors des entretiens concernent majoritairement le droit de la famille : statut du couple, ruptures, filiation, autorité parentale, obligations alimentaires, protection juridique des majeurs, état civil… Il est récurrent que nous soutenions les personnes dans leurs démarches en prenant contact auprès du tribunal, aidant la rédaction d'une demande d'aide juridictionnelle, faisant le lien avec des travailleurs sociaux ou associations, expliquant le contenu des décisions de justices ou autres actes juridiques, faisant le suivi lors d'une procédure, etc.
Nous intervenons également plus ponctuellement sur d'autres champs du droit civil, le droit des étrangers et des nationalités, le droit du travail, etc. Il importe de préciser que certaines de nos permanences sont situées dans des zones rurales géographiquement éloignés par rapport aux tribunaux, administrations et professionnels du droit. En ce qui concerne les habitants de ces communes, nous ouvrons généralement le champ des questions à des questions juridiques plus variées afin de pallier aux difficultés d'accès aux droits dues à cet éloignement.

LES RENDEZ-VOUS JURIDIQUES (Suite et Fin)

Il importe de souligner que nous disposons d'un réseau partenarial développé sur l'ensemble du département de l'Eure. Nous collaborons notamment avec d'autres associations, telles que La Passagère d'Accueil Service, l'ADAEA-La Pause (accueil et hébergement de femmes victimes), l'ADAEA et Trait d'Union (médiation familiale), l'AVEDE (pénal), l'ADIL (logement).

Nous rentrons régulièrement en contact avec le Tribunal judiciaire, l'ordre des avocats, le Conseil départemental (assistantes sociales), les commissariats et gendarmeries, afin de favoriser une meilleure prise en charge des personnes dans leurs démarches. Bien que notre mission consiste avant tout à délivrer une information juridique par rapport à une problématique définie, l'accompagnement ou le suivi du public dans la réalisation des démarches demeure une récurrence dans le cadre de nos actions.

LES SUIVIS VIOLENCES

L'un des axes prioritaires des services proposés par le CIDFF est l'accueil des victimes de violences sexistes et intrafamiliales. En 2019, 541 des 3885 entretiens menés - soit 13,6 % - étaient relatifs à des situations de violences, tous secteurs confondus. Ce chiffre est en hausse, comparé aux 447 en 2018.

L'ensemble des membres du CIDFF est amené à intervenir auprès des victimes. Notre chargée d'accueil constitue généralement le premier contact avec les personnes concernées. Elle assure à la fois l'écoute, l'orientation et l'organisation des rendez-vous. Le Directeur a également réalisé des entretiens avec les victimes. Les conseillers en insertion professionnelle effectuent un accompagnement dans les démarches d'insertion. Dans ce cadre, il est récurrent que des violences soient révélées et constituent l'un des principaux freins à l'emploi.

Toutes les formes de violences sont concernées : physiques, psychologiques/psychiques/morales, sexuelles, économiques, administratives et institutionnelles.

La majorité des accueils effectués ont lieux dans le cadre des entretiens juridiques. Un aménagement spécifique des rendez-vous est proposé puisque tout entretien violence est prévu pour une durée minimale d'une heure, contre une demi-heure pour les entretiens juridiques en général. Il importe de consacrer du temps pour veiller à la mise en confiance de la personne accueillie, la définition d'un parcours et la mise en relation avec les personnes ressources.

En ce qui concerne l'information juridique des victimes, plusieurs champs du droit sont susceptibles d'être sollicités, selon que la violence ait eu lieu dans le cadre de la famille, du travail ou autres, qu'il s'agisse d'une relation avec une personne privée ou une institution, ou qu'elle présente un caractère discriminatoire et/ou sexiste. Le droit civil, le droit du travail, le droit pénal, voire d'autre domaines du droit, sont susceptibles d'être évoqués.

Les entretiens ont lieu en présentiel ou par téléphone en des lieux répartis sur l'ensemble du département : permanences au siège, permanences extérieures. A notre siège, nous nous efforçons d'assurer une prise en charge immédiate des situations de violences, sous réserve de la disponibilité de nos juristes. Dans l'affirmative, les personnes sont reçues dès l'instant où elles prennent attache auprès de notre structure, rappelées dans les plus brefs délais ou se voient proposer un rendez-vous en priorité.

Une permanence a également lieu dans les locaux d'Accueil service La Passagère au Féminin dans le quartier d'Evreux La Madeleine. Elle est destinée à l'accueil des femmes victimes de violences.

Notre réseau partenarial est essentiel pour mener à bien notre mission : institutions judiciaires, forces de l'ordre, services sociaux, associations, centres d'hébergement, établissements de soins, etc. Il permet de proposer et organiser un parcours afin de faciliter la réalisation des démarches par les victimes. Nous prenons directement contact avec les partenaires lors des entretiens ou les rencontrons dans le cadre des réunions et des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

Le développement de l'action bureau d'aide aux victimes a été constant et en progression au cours des dernières années et a donné naissance à de nouveaux projets (à titre d'illustration : la création d'une permanence éphémère en 2020).

PARENTALITÉ

En 2019, nos interventions sur les thématiques autour de la parentalité ont touché 505 parents, représentant 425 familles différentes.

Nous intervenons dans ce cadre dans plusieurs milieux :
associatifs, scolaire, CCAS, centre sociaux, etc.

Nous réalisons aussi des interventions au sein de nos locaux.

En milieu scolaire, nous intervenons régulièrement auprès des dispositifs de scolarisation des enfants de 2 ans sur les quartiers prioritaires d'Evreux, avec pour objectif l'insertion des parents dans la société et l'accès aux droits.

Les thématiques abordées sont diverses : communication bienveillante, punitions et conséquences éducatives, prise d'autonomie des enfants et des adolescents, la séparation, la coparentalité, la radicalisation et la prévention des risques liés aux écrans.

Les collectifs parentalité rencontrent plutôt une « bonne » notoriété car nous échangeons sur un tracas quotidien et sans limites : les enfants.
A noter qu'une seule manifestation a été annulée pour un motif sanitaire au sein de l'école.

LES COLLECTIFS

Chaque année, nous sommes sollicités pour des interventions collectives au sein de divers établissements (CFA, MJC, collèges, lycées, Mission Locale, EPIDE, associations…)

Ces interventions (d'une à deux heures par groupe) portent sur divers thématiques comme
« La prévention des violences sexuelles et sexistes »,
« L'égalité fille garçon »,
« le sexisme »,
« les métiers ont-ils un sexe »
etc.

Nous participons activement à des évènements ponctuels charnières comme le 8 mars (Journée internationale des droits des femmes) ou le 25 novembre (Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) où nous réalisons des informations collectives dans différents lieux du département.

Nous sommes aussi présents lors d'événements comme Educap'city, Village Citoyen sur la ville des Andelys ou lors de forum santé comme à Evreux, les cantons d'été de Rugles, etc.
Les Intercommunalités sur le territoire de l'Eure nous reconnaissent comme un interlocuteur actif sur les questions des Droits des femmes, de l'égalité-la mixité des genres, et la prévention des violences.

Nous intervenons aussi auprès du GRETA et l'IFSI pour des interventions de trois heures sur les violences intrafamiliales.

Une action collective comme « La prévention des violences sexuelles et sexistes » connait un réel succès. Certains établissements nous sollicitent chaque année (CFA du bâtiment, collèges de Gravigny, des Andelys, EPIDE, MJC de Conches, Mission Locale de Vernon…). Lors de ces interventions, il n'est pas rare que certaines jeunes filles viennent nous voir à la fin de l'intervention afin de nous poser des questions. A titre d'exemple, une jeune fille de 17ans, victime d'un viol à l'âge de 14ans, n'avait pas de nouvelle de sa plainte ; ou une jeune fille nous confie certaines infractions dont elle est ou a été victime.

REMERCIEMENTS

NOUS REMERCIONS L'ENSEMBLE DE NOS FINANCEURS POUR LEUR PARTICIPATION DANS LA REUSSITE DE NOTRE MISSION

03 Rapport financier

LES PRODUITS

DESIGNATION	EXERCICE CLOS LE 31/12/2019	EXERCICE CLOS LE 31/12/2018
Prestations de service	59 563	56 316
Subventions	269 054	217 112
Produits de gestion courante	151	288
Produits financiers	86	474
Produits exceptionnels	75	2 000
Reprise sur provisions	0	7 912
Reprise sur fonds dédiés	8450	
Transfert de charges	5 423	
TOTAL DES PRODUITS	342 802	284 102

RAPPORT DE GESTION

SITUATION DE L'ASSOCIATION ET ACTIVITES DURANT L'EXERCICE ECOULE

Les produits comparés sur les deux derniers exercices sont résumés dans le tableau ci-dessous :

LES SUBVENTIONS

	2019	2018
Droits des Femmes et Egalité lié à l'agrément	48 273	52 273
Etat Justice – CDAD	7 134	6 684
Direction Départementale Cohésion Sociale politique de la ville - CGET	37 120	42 270
Direction Départementale Cohésion Sociale FIPD	2 947	
DIRECCTE		
Pôle Emploi	45 000	
Agence Régionale de Santé	5 500	5 500
Conseil Départemental Accompagnement de bénéficiaires RSA	30 750	30 750
Municipalités et EPCI	29 880	15 460
FSE	30 750	30 750
Aides à l'emploi		
CAF (REAAP)	21 700	20 500
CPAM	10 000	
TOTAL	269 054	204 187

L'augmentation constatée sur les produits est due à un nouveau partenariat mis en place avec le Pôle Emploi pour 45 000€ en 2019.
En ne tenant pas compte de cette nouvelle action, l'ensemble des subventions est en augmentation.

LES CHARGES

DESIGNATION	EXERCICE CLOS LE 31/12/2019	EXERCICE CLOS LE 31/12/2018
Achats et charges externes	59 661	80 001
Impôts et taxes	3 812	3 720
Frais de personnel et charges sociales	293 849	281 654
Dotations aux amortissements et provisions	1 113	297
Engagements à réaliser sur ressources affectées	8 000	
Charges financières	129	
Autres charges de gestion courante	3 391	184
Charges exceptionnelles	13 545	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	383 500	365 856

Les charges comparées sur les deux derniers exercices sont résumées dans le tableau ci-dessous :

L'augmentation des charges résulte des provisions pour risques et du départ de deux salariées (soldes de tout compte), liés aux différents mouvements de personnels.

Le résultat net de l'exercice 2019 se traduit par une perte de 40 698 euros contre une perte de 81 753,97 euros en 2018.
Cette perte s'impute sur nos réserves.

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS DE NOTRE ASSOCIATION

La présentation des comptes annuels soumis à votre approbation, comme les méthodes d'évaluation retenues, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'année 2020 est marquée par le confinement. Cependant, l'ensemble de nos financeurs a salué la continuité de service assurée par tous le personnel grâce à la dotation de la Fondation des Femmes via notre Fédération Nationale des CIDFF , Cela nous a permis d'équiper tous les salariés en ordinateurs et téléphones professionnels afin de mettre en place le télétravail. De plus, nous avons été sollicité pour la mise en place d'une permanence éphémère dans le centre commercial Carrefour d'Evreux , opération qui nous a permis de recevoir les Victimes de Violences
A cela s'ajoute le renouvellement de la convention avec Pôle Emploi dans une dimension beaucoup plus importante et sur trois sites.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE A ETE ETABLI CE RAPPORT

Pas d'évènement majeur depuis le début de cette année.
Nous remercions l'ensemble de nos financeurs pour leur soutien régulier et la reconnaissance de notre travail ainsi que les techniciens des territoires.

AFFECTATION DU RESULTAT DE NOTRE ASSOCIATION

Nous vous proposons d'imputer la perte de l'exercice 2019 sur nos réserves.

La Présidente

BILAN AU 31 DECEMBRE 2019

CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Eure

ACTIF	BRUT	AMORT.& PROV°	2019	2018	PASSIF	2019	2018
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**23 151**	**21 737**	**1 414**	**1 574**	**FONDS PROPRES**	**26 327**	**67 025**
AGENCEMENTS / AMENAGEMENTS	8 116	8 116	-	-	RESERVES STATUTAIRES	18 197	18 197
MATÉRIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	11 898	10 484	1 414	1 574	REPORT A NOUVEAU	48 827	130 581
MOBILIER, MATÉRIEL	3 137	3 137	-	-	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	- 40 698	- 81 754
IMMOBILISATIONS INCORPORELL	**1 836**	**1 220**	**616**	**1 568**	**FONDS DEDIES**	**8 000**	**-**
LICENCE	1 220	1 220	-	953			
TITRE IMMOBILISE DROIT DE PROPR	15		15	15			
DEPOTS ET CAUTIONNEMENT	601		601	601	FONDS DEDIES SUR RESSOURCES AFFECTEES	8 000	
CRÉANCES	**231 471**	**-**	**231 471**	**62 662**	**PROVISIONS**	**13 545**	**-**
CLIENTS	229 981		229 981	45 425	AUTRES PROVISIONS POUR CH	13 545	
AUTRES CREANCES	1 490		1 490	17 238			
DISPONIBILITÉS	**28 244**	**-**	**28 244**	**45 194**	**DETTES D'EXPLOITATION**	**148 715**	**44 974**
BANQUE	24 553		24 553	8 317	FOURNISSEURS	19 509	8 910
LIVRETS	3 691		3 691	36 787	DETTES FISCALES ET SOCIALE	65 577	36 064
					AUTRES DETTES	3 500	
CAISSE			-	89	EMPRUNT ET DETTES BANCAIR	60 129	
CHARGES CONSTATÉES D' AVANCE	1 281		1 281	1 000	**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**	**66 439**	
TOTAL	**285 983**	**22 957**	**263 026**	**111 998**	**TOTAL**	**263 026**	**111 998**

COMPTE DE RESULTAT 2019							
	CHARGES	2019	2018		PRODUITS	2019	2018
60	**ACHATS**	**2 383**	**3 254**	**70**	**PRODUITS D'EXPLOITATION**	**- 59 563**	**- 56 316**
604000	ACHATS ETUDES ET PREST,			706000	PRESTATIONS DE SERVICES	- 42 866	- 37 797
606100	ELECTRICITE GAZ EAU	529	529	706100	PRESTATIONS DE FORMATION	- 16 697	- 18 520
606400	FOURNITURES ADMIN.	1 854	1 969	**74**	**SUBVENTIONS**	**- 269 054**	**- 217 112**
606800	AUTRES MATIERES ET FOUR,		756	741000	ETAT DROIT DES FEMMES	- 48 273	- 52 273
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**17 117**	**16 258**	741200	ETAT AGENCE REG, SANTE	- 5 500	- 5 500
611000	SOUS TRAITANCE			741300	ETAT COHESION SOCIALE	- 37 120	- 42 270
613200	LOCATIONS IMMOBILIERES	6 346	6 261	741400	ETAT AUTRES	- 2 947	-
613500	LOCATIONS MOBILIERES	2 526	2 327	741410	ETAT JUSTICE	- 7 134	- 6 684
614000	CHARGES LOCATIVES	3 657	3 973	741500	MINISTERE DU TRAVAIL		
615000	ENTRETIEN REPARATIONS	1 889	1 766	743000	CONSEIL DEPARTEMENTAL	- 30 750	- 30 750
616000	ASSURANCES	1 978	1 915	744000	MUNICIPALITES ET EPCI	- 29 880	- 15 460
618000	DOCUMENTATION	720	16	745000	EMPLOI ET INSERTION	- 45 000	**- 33 425**
62	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**40 161**	**60 489**				
621100	Personnel interimaire	857	32 070				
622000	HONORAIRES	17 775	12 331	746000	CAF	- 21 700	
623000	PUBLICITE/PUBLICATIONS	357	75	746000	CPAM	- 10 000	- 30 750
625100	FRAIS DE TRANSPORTS	18 225	13 465	747000	FSE	- 30 750	**- 288**
625600	MISSIONS		-	**75**	**PRODUITS GESTION COURANTE**	**- 8 601**	- 288
625700	RECEPTIONS	286	-	755200	COTISATIONS	- 150	
626000	FRAIS POSTAUX ET TELECOM	2 369	2 502	758000	PRODUITS DIVERS GESTION	- 1	
627000	SERVICES BANCAIRES	162	45	75441000	MECENAT	- 8 000	
628000	COTISATIONS DIVERSES	130		758100 0	DONS	- 450	
63	**IMPÔTS ET TAXES**	**3 812**	**3 720**	**78**	**REPRISES S/PROVISIONS**	**- 5 424**	**- 7 912**
633300	FORMATION PROFESSIONNELLE	3 812	3 720		REPRISES S/PROVISIONS	- 5 424	- 7 912
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**293 848**	**281 654**	781000	**TRANSFERTS DE CHARGES**		
641000	SALAIRES BRUTS	214 303	207 598	**79**	REMBOURSEMENTS DIVERS		
641100	INDEMNITES DE RUPTURE	5 896	1 757	791000			
641200	CONGES PAYES	5 854	- 3 836				
641300	GRATIFICATION STAGIAIRE	300	365				
64140100	RAPPEL DE SALAIRE	5 386					
642100	CHARGES SUR CONGES PAYES	2 845	- 1 151				
645100	URSSAF	42 802	49 006				
645300	RETRAITE	8 870	13 030				
645400	ASSEDIC		8 814				
645800	PREVOYANCE	3 467	2 844				
64581000	CHARGES SOCIALES SUR PERSONNEL CAP	2 810					
647500	MEDECINE DU TRAVAIL	672	1 048				
648000	FORMATIONS	644	2 180				
65	**AUTRES CHARGES GESTION COURANTES**	**3 391**	**184**				
6510	DROITS D'AUTEURS						
6540	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES						
658000	CHARGES DIVERSES	3 391	184				
68	**DOTATIONS AMORT./PROV°.**	**14 659**	**297**				
68110000	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	1 113					
681740	DOT. AUX PROVISIONS /DEPRECIATIONS	13 546	297				
66	**CHARGES FINANCIERES**	**129**		**76**	**PRODUITS FINANCIERS**	**- 86**	**- 474**
66110000	INTERETS D'EMPRUNT	129		765000	ESCOMPTES OBTENUS	-	-
				768000	INTERETS	-	-
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**	**8 000**		**77**	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**- 75**	**- 2 000**
				771000	PRODUITS EXCEPTIONNELS	- 75	- 2 000
689000	FONDS DEDIES SUR ACTIONS	8 000		789000	REPRISE FONDS DEDIES SUR ACTIONS	-	-
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent)				**RESULTAT DE L'EXERCICE (déficit)**	**- 40 698**	**- 81 754**
	TOTAL CHARGES	**383 500**	**365 856**		**TOTAL PRODUITS**	**- 383 500**	**- 365 856**

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :
- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

Méthode générale

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur, suivant le référentiel comptable ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations, conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 Février 1999.
L'exercice comptable (s'étend du 1er janvier au 31 décembre 2017).
Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation permanences des méthodes comptables, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement de présentation de comptes annuels.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

En 2018 suite à l'intervention de différentes assistante-comptable, nous avons connus différents modes de comptabilisation, de ce fait en fin d'année, nous avons décidé d'externaliser notre comptabilité dans un cabinet d'expert-comptable, afin de nous consacrer à notre public, et garantir une remontée des informations financières en temps et en heure auprès de nos financeurs, en maintenant la plus grande transparence et sincérité possible, comme par les années passées.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Tableau des immobilisations :

la valeur brute comptable correspond au coût d'acquisition de l'immobilisation

IMMOBILISATIONS		Augmentation	Diminution	net fin d'exercie
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**21 546,57**	**1 604,00**	**- 21 736,60**	**1 413,97**
AGENCEMENTS / AMENAGEMENTS	8 116,03		- 8 116,03	-
MATÉRIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	10 293,97	1 604,00	- 10 484,00	**1 413,97**
MOBILIER, MATÉRIEL	3 136,57		- 3 136,57	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FINANCIERES	**1 220,00**	**-**	**- 1 220,00**	**-**
LICENCE	1 220,00		- 1 220,00	-
TOTAL	**22 766,57**	**1 604,00**	**- 22 956,60**	**1 413,97**

Tableau des amortissements

A ce jour l'ensemble des immobilisations ont été complètement amorties

Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de bureau	linéaire	3 ans
mobilier	linéaire	5 ans

A ce jour, nous avons un solde de 601 € qui correspond notamment à notre dépôt de caution de loyer

Créances

ETAT DES CREANCES		provision de dépréciation	net	Echéance à moins d'un an
	montant brut			-
Clients et comptes rattachés	195 862,00		195 862,00	195 862,00
Clients - Factures à établir	34 119,00		34 119,00	
Charges constatées d'avances	1 281,00		1 281,00	1 281,00
TOTAL	231 262,00	-	231 262,00	231 262,00

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

PASSIF

RUBRIQUES	Valeur début exercice	Augmentation	Diminution	Valeur à la clôture exercice
Reserves statut. ou contractuelles	18 197			18 197
Report à nouveau	48 827			48 827
Resultat de l'exercice (dette)	- 40 698			- 40 698
TOTAL GENERAL	**26 327**			**26 327**

Le résultat de l'année est négatif, compte tenu des problèmes de ressources humaines, non prévisibles, qui ont perturbé la bonne marche de l'association et mais nous avons maintenus tous nos engagements.

<u>Etat des dettes</u>

ETAT DES DETTES		A moins d'un an
fournisseurs et comptes rattachés	19 509	19 509
Autres (factures non parvenues	65 577	65 577
TOTAL	85 086	85 086

04 Election du Conseil d'Administration

05 Questions diverses

MERCI
POUR VOTRE
ATTENTION

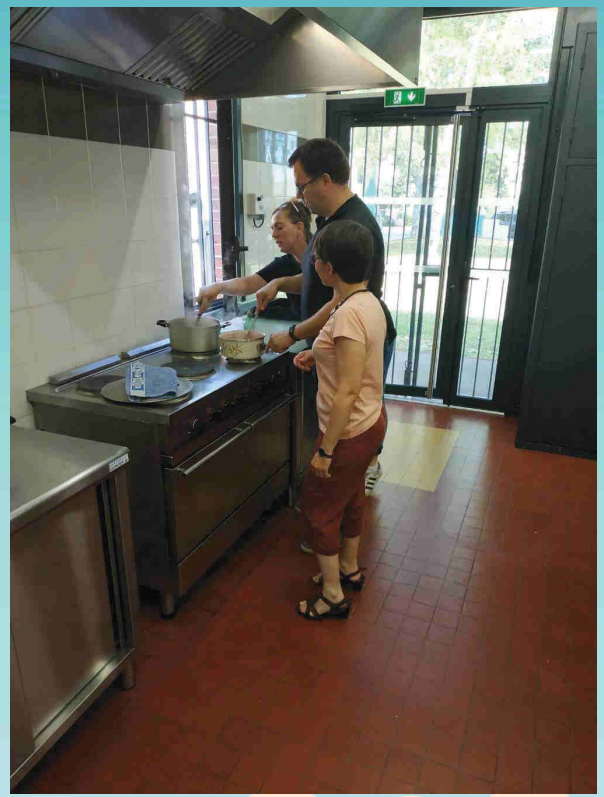
Le CIDFF de l'Eure a participé à la 13ème édition de la Rolivaloise 2019. Cette course, qui a réuni 2300 participantes, a été parrainée par la journaliste Claire CHAZAL. Cette dernière s'est arrêtée à notre stand le temps d'une photo mais aussi le temps d'une présentation de notre association.

07 Annexes : Photos et statistiques sur 2019

En 2019, La Fondation Orange
A accordé une dotation au CIDFF, qui nous permis de devenir une « Maison digitale »

Intervention de Romain COCHETEUX au collège CERVANTÈS
dans le cadre d’une opération de sensibilisation au sexisme

Etant un acteur reconnu, Le CIDFF de l'Eure est intervenue dans le cadre d'une réunion de travail à Pont-Audemer, suite à la mise en place du Grenelle contre les violences conjugales



Fin Août 2019, un atelier parents-enfants sur la cuisine saine, a été mis en place grâce au concours du Département et de l'AL2E à Netreville